

L'embargo expliquerait environ la moitié de la baisse des importations russes en provenance de l'Union européenne

Entre 2013 et 2016, les importations russes en volume se sont contractées de 32,5 % selon les comptes nationaux. Cette diminution s'explique en partie par la crise économique russe : provoquée par la chute des prix du pétrole en 2015, elle s'est traduite par une récession marquée et une baisse de la demande intérieure, mais aussi par la forte dépréciation du rouble qui a renchéri les prix des importations, les rendant moins attrayantes pour les consommateurs russes. En outre, la mise sous embargo des produits alimentaires en provenance de l'Union européenne (UE), des États-Unis et d'Australie à partir du troisième trimestre 2014 a également pesé sur les importations, et entraîné en retour des sanctions économiques de la part de l'UE, en particulier sur les armes, l'énergie et le secteur financier. Du fait de ces différents facteurs, la baisse des importations de la Russie a touché tous ses partenaires et tous les types de produits importés, mais pas avec la même ampleur.

Les importations russes ont baissé de près de moitié pour les pays sous embargo, soit dix points de plus que pour les autres partenaires

Tous secteurs confondus, et selon les données de la CNUCED (*cf. Les sources*), les importations russes de biens en provenance de Chine ont diminué de 23,7 % en valeur entre 2013 et 2016, celles d'origine brésilienne de 22,0 % et les importations du reste d'Amérique du Sud de 25,6 % (*graphique 1*). La baisse des importations a été nettement plus marquée pour les pays visés par les sanctions russes : sur la même période, l'UE a perdu 47,9 % de ses exportations vers la Russie, l'Australie 41,9 % et les États-Unis 39,5 %.

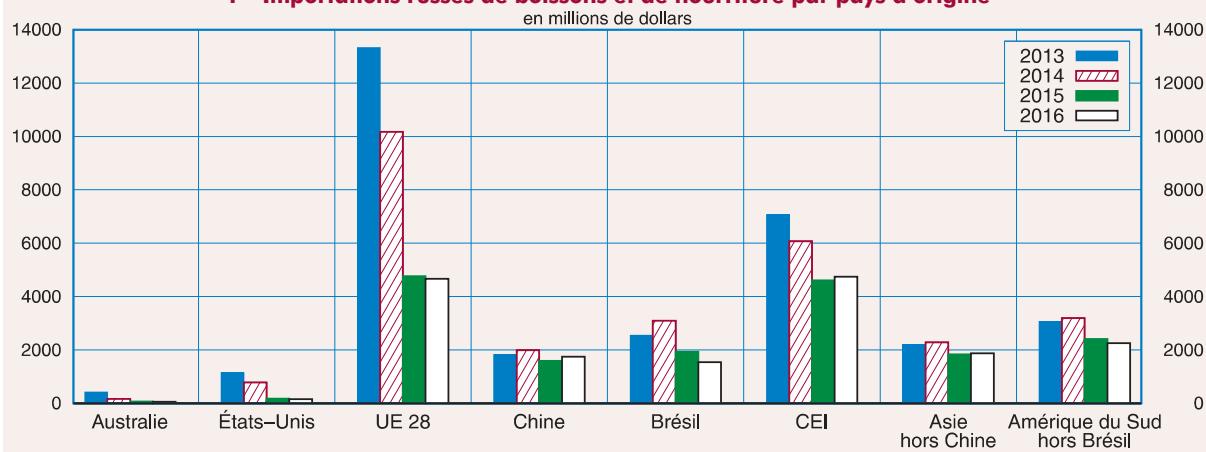
Les importations russes de boissons et de produits alimentaires, ciblées par l'embargo, ont été particulièrement pénalisées, à -45,9 % pour l'ensemble de ses partenaires, soit une chute cumulée de 17,1 milliards de dollars sur la période. Toutefois, elles ont diminué plus de deux fois plus vite pour les pays sous embargo que pour le reste des pays exportateurs : les États-Unis (-1,0 milliard de dollars) et l'Australie (-360 millions de dollars) ont vu leurs exportations alimentaires en Russie diminuer de plus de 80 % et l'UE de 65 % (soit -8,7 milliards de dollars), contre -31,7 % en moyenne pour le reste des pays (-7,1 milliards de dollars).

Parmi les grands fournisseurs agroalimentaires européens de la Russie, l'Allemagne, premier exportateur européen de nourriture et de boissons vers ce pays, a vu ses exportations diminuer de plus de moitié. Les exportations alimentaires des Pays-Bas, deuxième exportateur, et de la France, cinquième, ont quant à elles diminué de plus de 60 % entre 2013 et 2016. Enfin, les importations alimentaires russes en provenance de Pologne, son troisième fournisseur, et de Lituanie, son quatrième, ont diminué de plus des trois quarts.

La baisse des importations en provenance de l'UE a touché tous les produits

La diminution des importations russes a également affecté les produits non soumis à l'embargo. Ainsi, les importations de matériel de transport européen se sont contractées de 51,8 % entre 2013 et 2016 et celles des autres produits manufacturés de 44,9 %. Ces baisses sont plus fortes que pour les importations des autres partenaires de la Russie en moyenne (-39,1 % pour le matériel de transport et -40,5 % pour les autres produits manufacturés), suggérant que les achats en provenance d'Europe ont été particulièrement délaissés (*graphique 2*). Ainsi, la baisse des importations russes en provenance de l'UE a été de 11 points supérieure à la diminution totale des importations : le plus gros écart concerne certes le secteur alimentaire (-30 points), mais également les produits de transport (-13 points) et dans une moindre mesure, les autres produits manufacturés (-4 points).

1 - Importations russes de boissons et de nourriture par pays d'origine



Source : CNUCED

Développements internationaux

Pour expliquer cette baisse, les facteurs évoqués en introduction ont été probablement à l'œuvre : baisse de la demande intérieure engendrée par la crise économique russe de 2015, dégradation de la compétitivité-prix des produits européens sur le marché russe du fait de la dépréciation du rouble vis-à-vis de l'euro mais aussi refroidissement des relations politiques entre la Russie et l'UE.

Un modèle économétrique permet d'identifier les influences respectives de l'embargo et des facteurs purement économiques

Pour aller plus loin et notamment identifier les contributions spécifiques du change vis-à-vis de l'euro, on modélise les importations russes en volume en provenance de l'Union européenne à l'aide d'un modèle à correction d'erreur. L'estimation est réalisée en une étape et les forces de rappel sont significatives au sens d'Ericsson et MacKinnon (2002) (*cf. La méthode*).

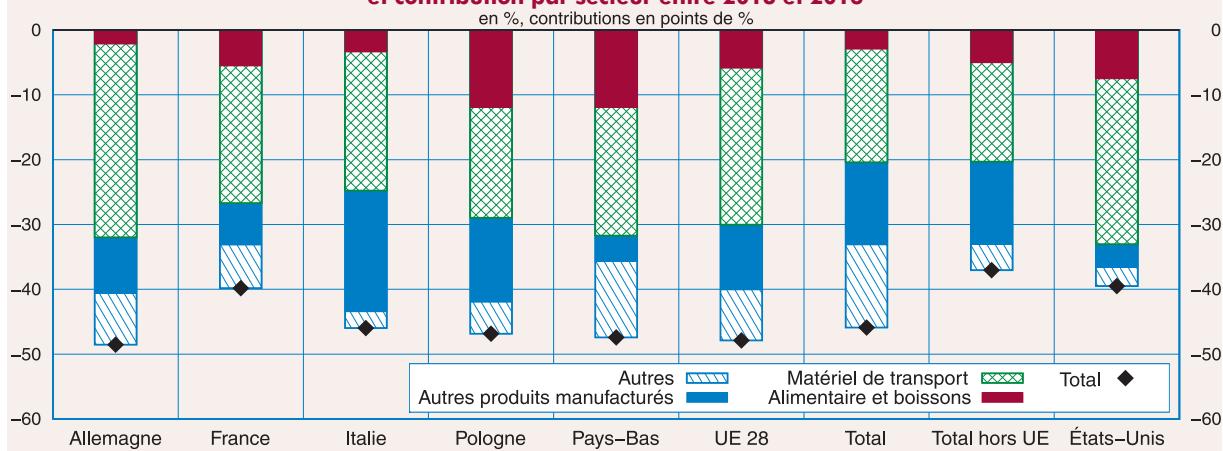
L'économétrie fait ainsi apparaître un facteur cyclique (élasticité au PIB proche de 1 à long terme mais plus importante à court terme), une contribution des prix relatifs des importations pour capter l'effet

compétitivité-prix, et une variable binaire à compter de 2014 pour capter la baisse spécifique liée à l'embargo et au refroidissement des relations entre l'UE et la Russie (*graphique 3*).

L'embargo russe aurait limité de 10 milliards d'euros annuels les exportations de l'Union européenne vers la Russie par rapport à 2013

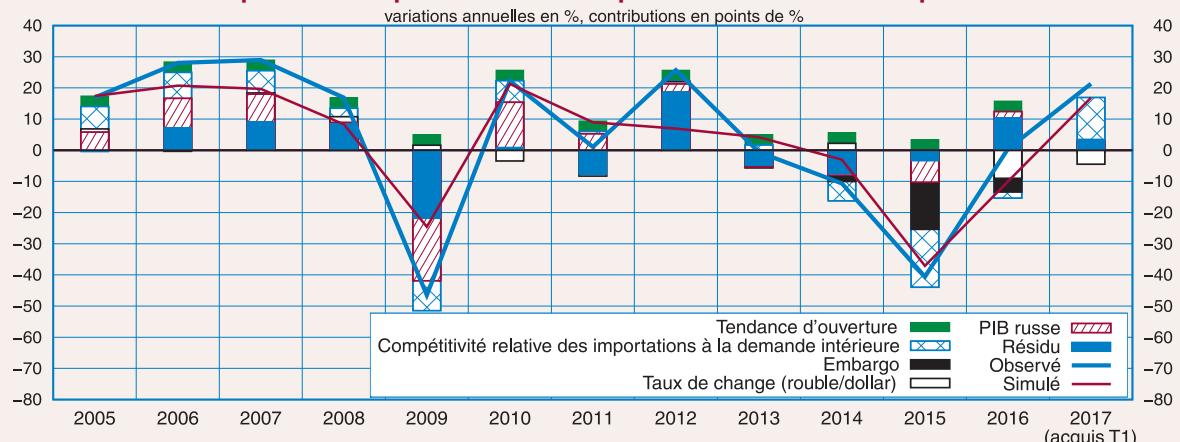
Selon cette modélisation, en 2014, la mise en place de l'embargo aurait été 1,9 point d'importations russes en provenance de l'UE, sur une baisse totale de 9,9 %. Puis en 2015, les sanctions russes auraient contribué à hauteur de 13,9 points à la baisse de 33,4 % des importations, soit deux fois plus que la diminution de la demande intérieure engendrée par la crise russe, et une fois et demi plus que l'augmentation de la compétitivité-prix des produits domestiques par rapport aux importations. Enfin, en 2016, l'effet de l'embargo se serait atténué : -4,4 points de pourcentage, alors que les importations se sont stabilisées (+0,3 %). En 2017, l'embargo pèserait encore un peu sur l'acquis de croissance annuel des importations.

2 - Évolution des importations russes en provenance des pays de l'Union européenne et contribution par secteur entre 2013 et 2016



Source : CNUCED

3 - Équation des importations russes en provenance de l'Union européenne



Sources : FMI, Rosstat, calculs Insee

Au total, début 2017, les importations russes en provenance de l'UE en volume ont diminué de 39,9 % par rapport à 2013 dont 19 points seraient liés à l'embargo, soit l'équivalent de 10 milliards d'euros en année pleine. Cela signifie qu'environ la moitié de l'effondrement des ventes européennes à la Russie entre 2013 et début 2017 s'expliquerait par des

causes cycliques (revenus amputés par l'effondrement du prix du pétrole, du rouble et de l'activité nationale) mais que l'autre moitié serait plutôt liée à des causes géopolitiques. Dans le cas de la France, les facteurs géopolitiques conduiraient donc à une perte moyenne d'environ 1,5 milliard d'euros par an d'exportations à la Russie entre 2013 et début 2017. ■

La méthode

Pour identifier les contributions de l'embargo russe, de la baisse de la demande intérieure engendrée par la crise russe de 2015, et le gain de compétitivité de la production domestique sur les importations, un modèle à correction d'erreur est estimé. L'embargo a été modélisé par une indicatrice valant 1 à partir du troisième trimestre 2014. À défaut de pouvoir construire une demande globale pondérée tenant compte de la composition de la demande, celle-ci est mesurée par le PIB russe. La compétitivité relative des importations a été mesurée par le rapport du déflateur des importations et des prix à la consommation.

Les équations obtenues sont les suivantes (les statistiques de Student sont indiquées entre parenthèses en dessous des coefficients associés) :

$$\begin{aligned} \Delta_{-} \text{Imports}_\text{UE28,} = & -0,259 - 0,357 \times \text{Imports}_\text{UE28}_{t-1} + 0,357 \times \text{PIB}_{t-1} - 0,043 \times \text{Rouble_Dol}_{t-1} \\ & - 0,080 \times \text{Embargo}_{t-1} - 1,808 \times \text{Compétitivité}_{t-1} + 0,003 \times \text{Trend} + 2,820 \times \Delta_{-} \text{PIB}_t + 0,269 \times \Delta_{-} \text{Rouble_Dol}_t \\ & - 4,215 \times \Delta_{-} \text{Compétitivité}_t \quad R^2 = 0,62 \\ & \text{Période d'estimation : T1 1995 - T3 2016} \end{aligned}$$

Où :

- *Imports*_{UE28} sont les importations russes en provenance de l'Union Européenne en volume ;
- *PIB* est le PIB russe en volume ;
- *Rouble_Dol* est le taux de change entre le rouble et le dollar ;
- *Embargo* est une indicatrice valant 1 à partir du troisième trimestre 2014 ;
- *Compétitivité* est le déflateur des importations divisé par l'indice des prix à la consommation.

Les importations, le PIB et le taux de change sont exprimés en logarithme et les coefficients peuvent approximativement être interprétés comme des élasticités.

L'opérateur Δ indique que la variable associée apparaît en variation trimestrielle.

Les sources

Les statistiques d'importations par pays et par produits sont issues des données de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Elles sont exprimées en dollars courants et proviennent des données de douanes de chaque pays.

Les données d'importations utilisées dans les modèles économétriques proviennent du Fond Monétaire International (FMI) qui les estime en valeur. Elles sont converties en volume grâce au déflateur produit par Rosstat, en supposant que le déflateur est le même au taux de change près pour tous les pays d'origine.